

# **Le développement de l'économie réunionnaise : une réussite vulnérable**

---

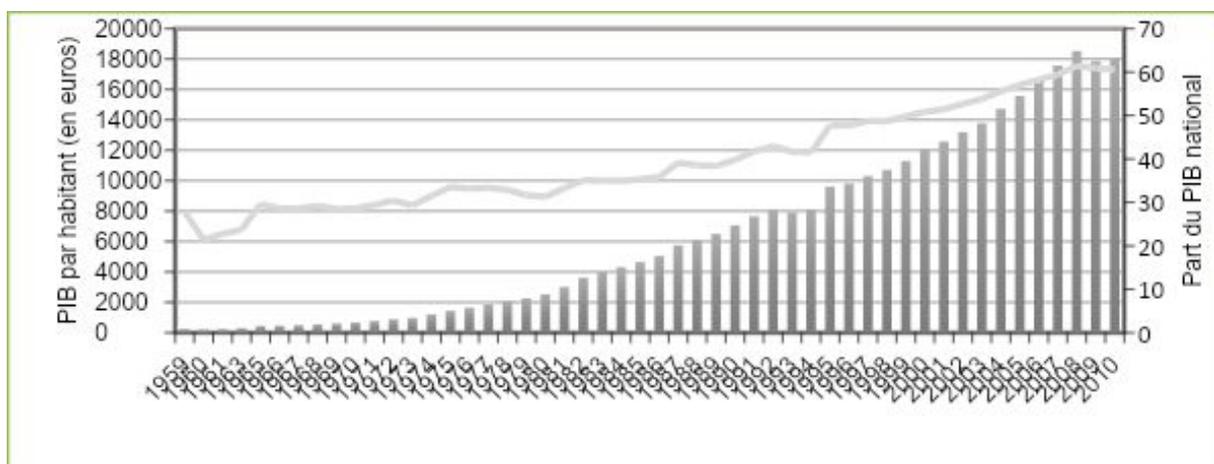
La Réunion a connu une véritable métamorphose depuis son accès au statut de département français en 1946. Cette transformation, opérée à un rythme soutenu et accéléré, l'a fait passer en soixante-dix ans d'une situation d'économie pauvre basée sur la monoculture sucrière à celle d'une économie moderne, « vitrine » de l'Europe dans l'Océan indien. Mais la convergence apparente et le dynamisme productif ne doivent pas pour autant masquer les ambivalences, les dépendances et les vulnérabilités d'une économie confrontée à des risques de décrochage.

## **1) Le développement de l'économie réunionnaise : une « success story » ?**

Après trois siècles de colonisation, les représentants de La Réunion optent en 1946 pour une forme originale d'émancipation : l'intégration pleine et entière dans la République. Ce choix se traduit, à partir des années 1960 par le déploiement d'un vaste programme d'ingénierie sociale qui ambitionne de métamorphoser l'île en une économie développée, convergent vers les standards métropolitains grâce à une croissance auto-entretenu. Cette politique de modernisation, française et européenne, a permis de doter l'île des facteurs (infrastructures publiques, capital humain, équipements sanitaires, institutions, ...) indispensables à son décollage et à sa croissance.

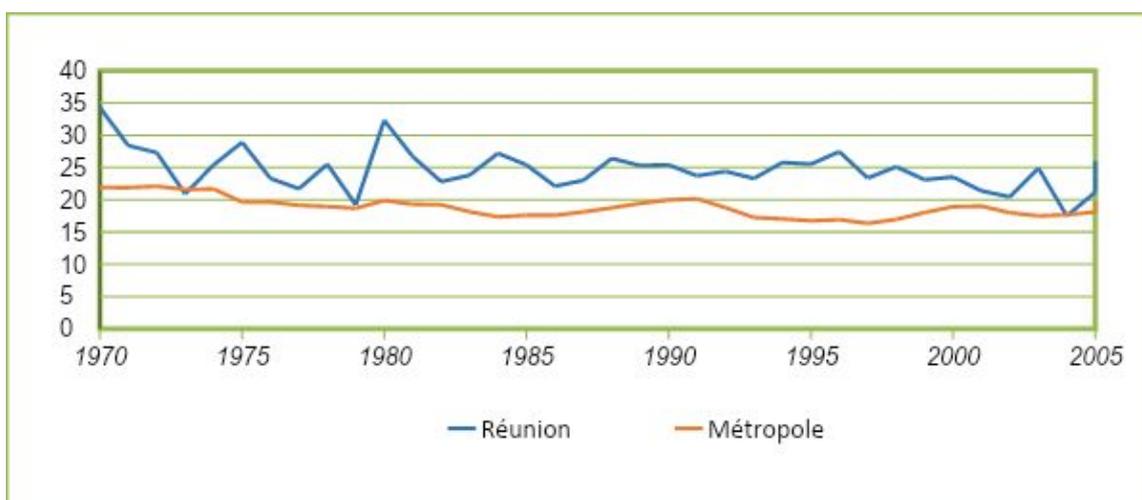
Entre 1970 et 2010, le PIB a été multiplié par près de 50 en valeur, passant de 306 à 14 900 millions d'euros. La convergence semble alors acquise : le PIB par habitant passant de 213 à 18 038 entre 1960 et 2010.

Figure 1. Evolution du PIB par habitant



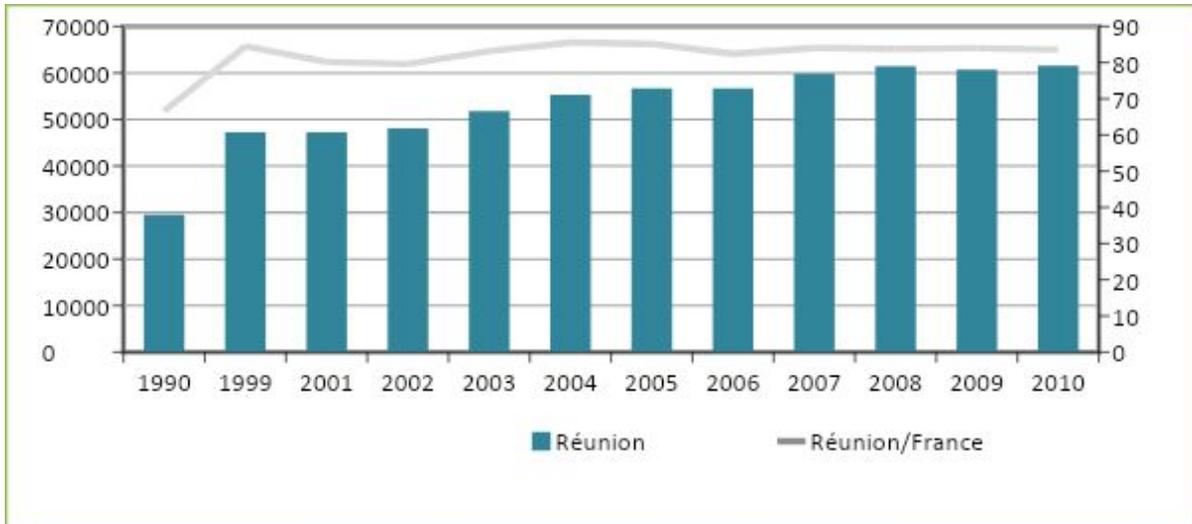
L'investissement connaît une progression toute aussi marquée ; dans un marché en forte croissance, le taux d'investissement des entreprises réunionnaises dépasse largement la moyenne nationale (26% contre 19,7%).

Figure 2. Taux d'investissement des sociétés non financières



La productivité apparente du travail croît ainsi de plus de 3% par an entre 1974 et 2007 contre 1,75% en métropole ; et contribue à une très forte croissance du PIB par actif occupé - de 15 733 euros en 1982 à 61 544 en 2008 – qui ramène les écarts de productivité à 16,5% en 2010.

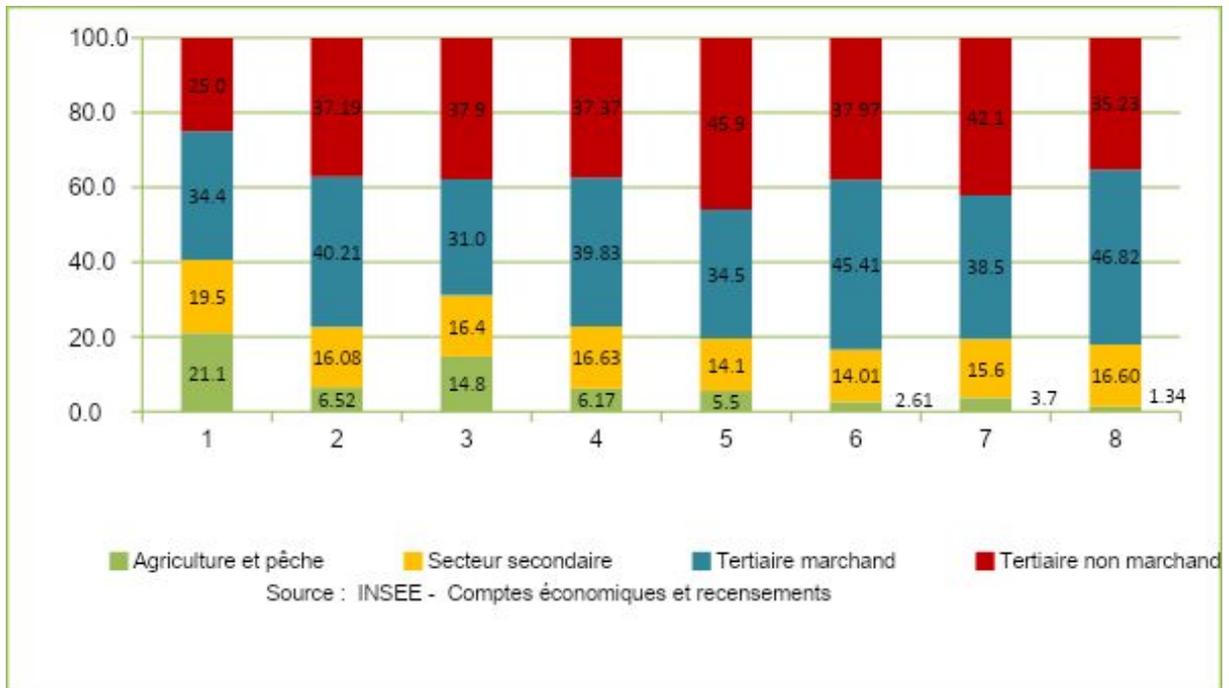
Figure 3. PIB par actif occupé



Ce dynamisme s'exprime également dans l'évolution du tissu productif : en 2013, le taux de création d'entreprises s'élevait à 14,1% contre une moyenne nationale de 14,3%.

La transformation de l'économie transparait également dans les structures productives :

Figure 4. Décomposition sectorielle de l'emploi et de la valeur ajoutée



Cette transformation témoigne également de la capacité d'adaptation et de rebond face aux modifications accélérées des contextes et de la conjoncture :

L'économie réunionnaise a su surmonter les contraintes particulières imposées par les caractéristiques géographiques – une île tropicale de petite dimension, au relief élevé, dépourvue d'énergies fossiles et de plateau continental – a priori peu compatibles avec l'importation d'un modèle de développement fordiste, fondé sur la production de masse, les économies d'échelles et hautement intensif en énergies et en ressources. Pour lever ces contradictions, elle a dû développer des compétences, innover, adapter des technologies et des procédés aux conditions tropicales et insulaires.

Entourée de pays en développement, La Réunion doit également faire face à la concurrence de ces économies à bas coûts, dont elle cherche à se différencier par l'excellence de sa formation et des savoir-faire. Tenue d'appliquer de nombreuses réglementations (en particulier en matière de sécurité et de traçabilité), elle a su faire de ces dernières des leviers d'innovation et de performances pour améliorer la qualité des produits et des processus.

La métamorphose s'effectue enfin dans un contexte de très forte croissance démographique, la population ayant plus que triplé en 60 ans, doublé en 40 ans.

*Figure 5. Evolution de la population*

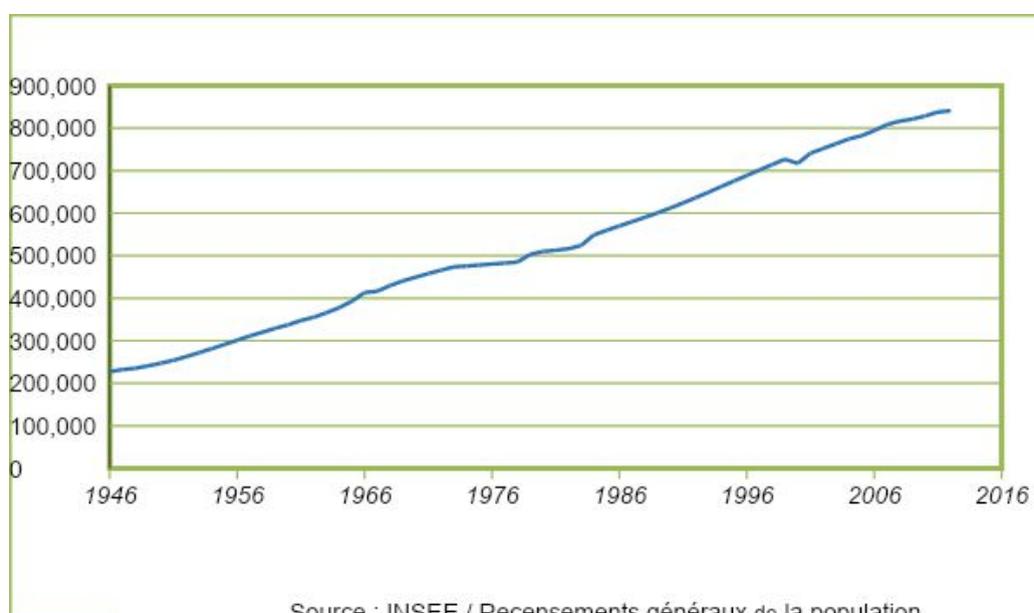
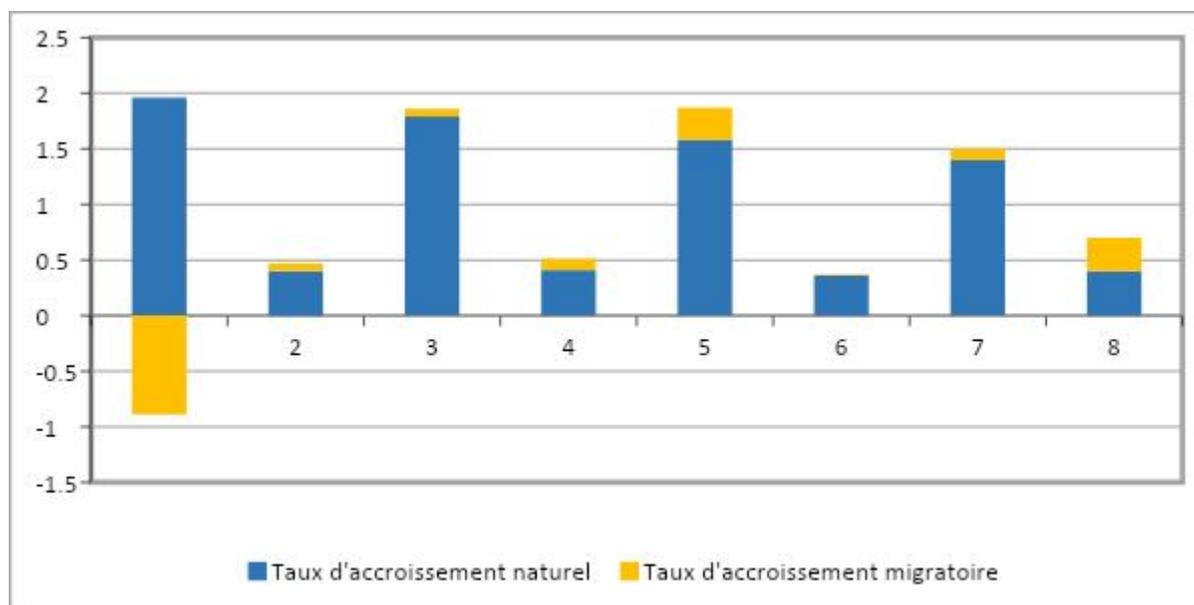


Figure 6. Evolution comparée de la population



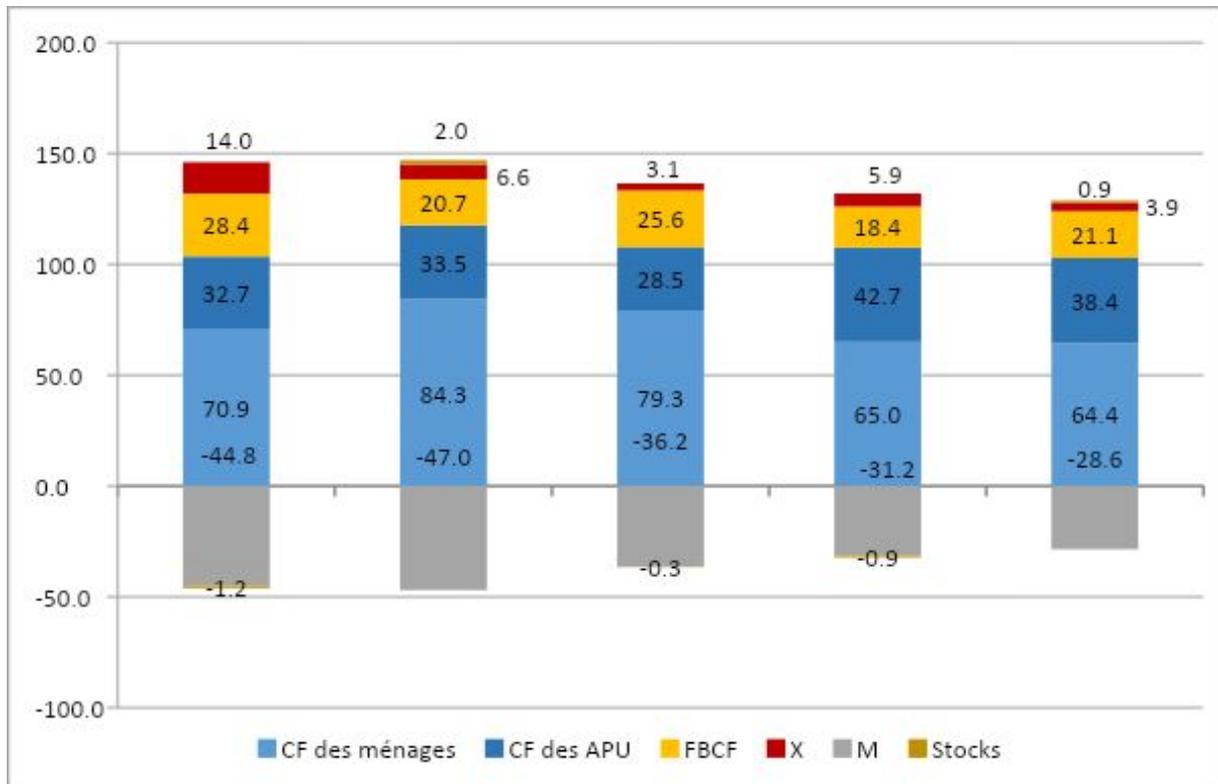
A côté de ces problématiques de long terme, La Réunion a réussi, dans son histoire ancienne comme récente, digérer de nombreux chocs, économiques, sociaux, démographiques et écologiques ; développer un certain sens de la résilience. Adossée à la stabilité politique et juridique, cette capacité collective constitue l'un des facteurs clés du décollage et de la soutenabilité économique. Le cadre institutionnel français et européen, stable et suffisamment souple pour prendre en compte les spécificités locales tout en offrant un climat sécurisant aux opérateurs, apparaît comme l'un des atouts clés du territoire.

## 2) Un développement dépendant

Le constat d'une forte convergence apparente ne doit pas masquer les fragilités d'un modèle économique, dont les dynamiques et la soutenabilité demeurent très largement dépendantes de facteurs exogènes.

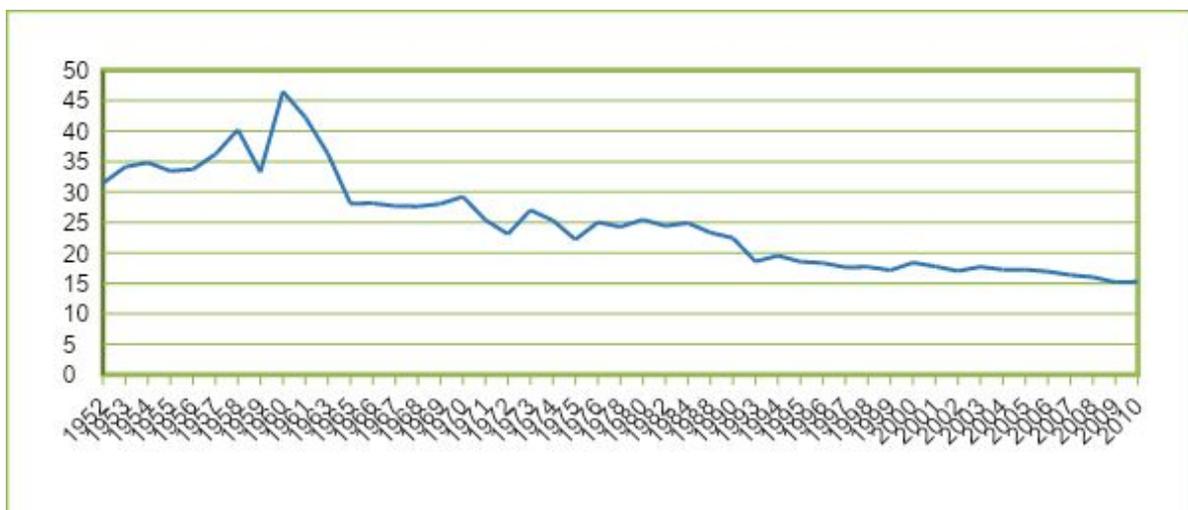
Sur un plan macroéconomique, les principaux déterminants de la croissance demeurent la consommation des ménages, des administrations et l'investissement, tous trois fortement soutenus par les transferts publics.

Figure 7. Composants du PIB



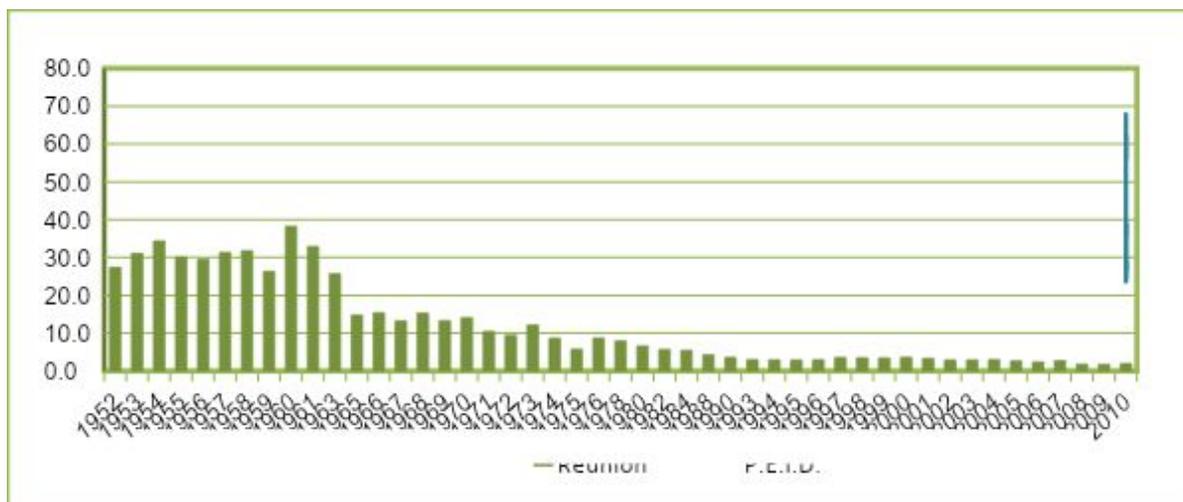
En soutenant la croissance de la population et de la consommation par habitant, ces flux financiers participent à l'émergence d'un marché local restreint mais solvable, sur lequel se sont repliés de nombreux opérateurs économiques : entre 1946 et 2010, le taux d'ouverture de l'économie est ainsi passé de 46,5 à 15,3% du PIB

Figure 8. Taux d'ouverture de l'économie réunionnaise



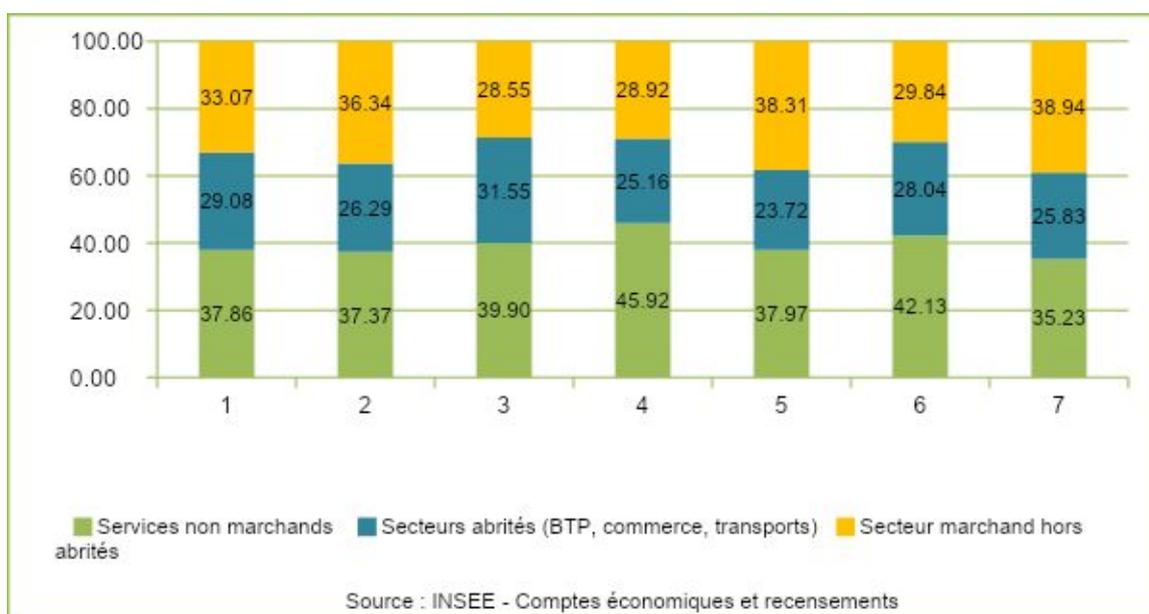
La part des exportations dans le PIB chutant dans le même temps de 38,2 à 1,9%, contre une moyenne de près de 30% parmi les petites économies insulaires en développement.

Figure 9. Part comparée des exportations dans le PIB



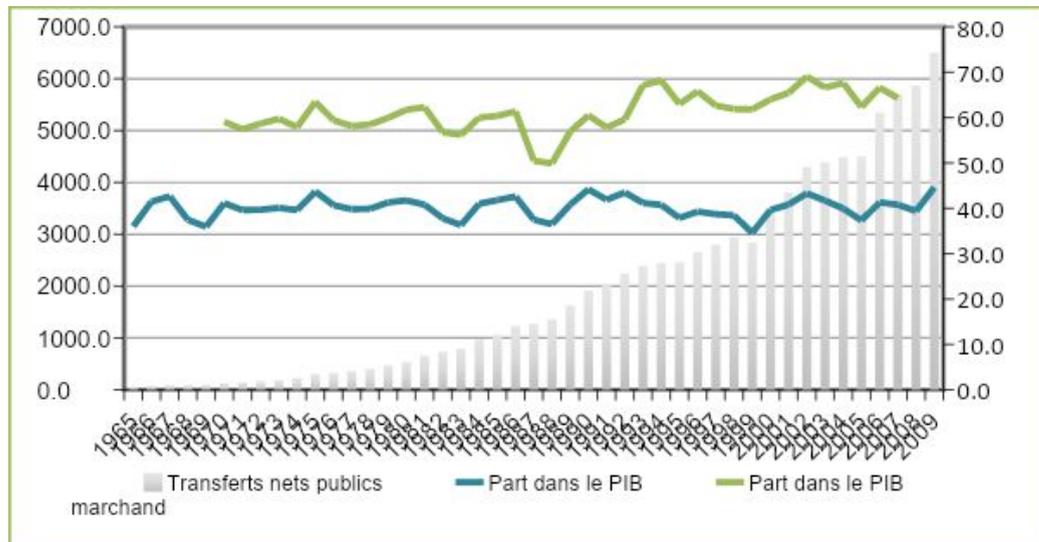
La structure de la valeur ajoutée et de l'emploi reflète ce phénomène de repli. A côté de l'économie publique, les principaux secteurs d'activités occupent des segments de marché non-délocalisables tels que le BTP, le commerce et les transports.

Figure 10. Structure de l'emploi et de la valeur ajoutée



Les difficultés à maximiser les effets d'entraînement et d'accumulation de la dépense publique transparaît dans l'augmentation marquée des transferts qui passent de 537,8 millions d'euros en 1980 à 6498 millions en 2009, soit 44,6% du PIB et 65% du PIB non marchand.

Figure 11. Evolution des transferts et de leur part dans le PIB

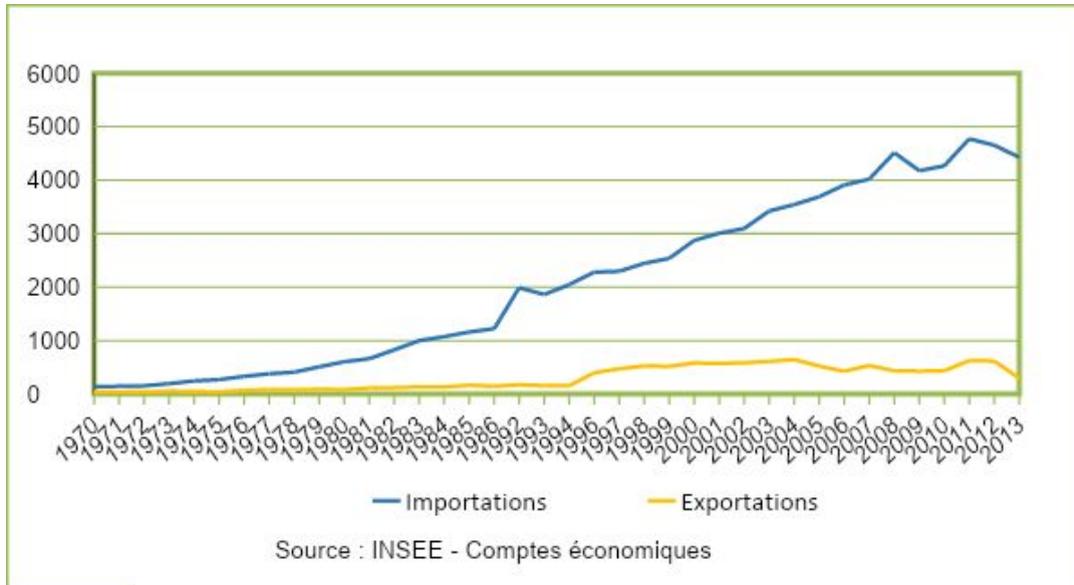


### 3) Un développement déséquilibré

Aujourd'hui, l'économie réunionnaise générer suffisamment de valeur ajoutée pour répondre aux nouveaux besoins générés par la départementalisation.

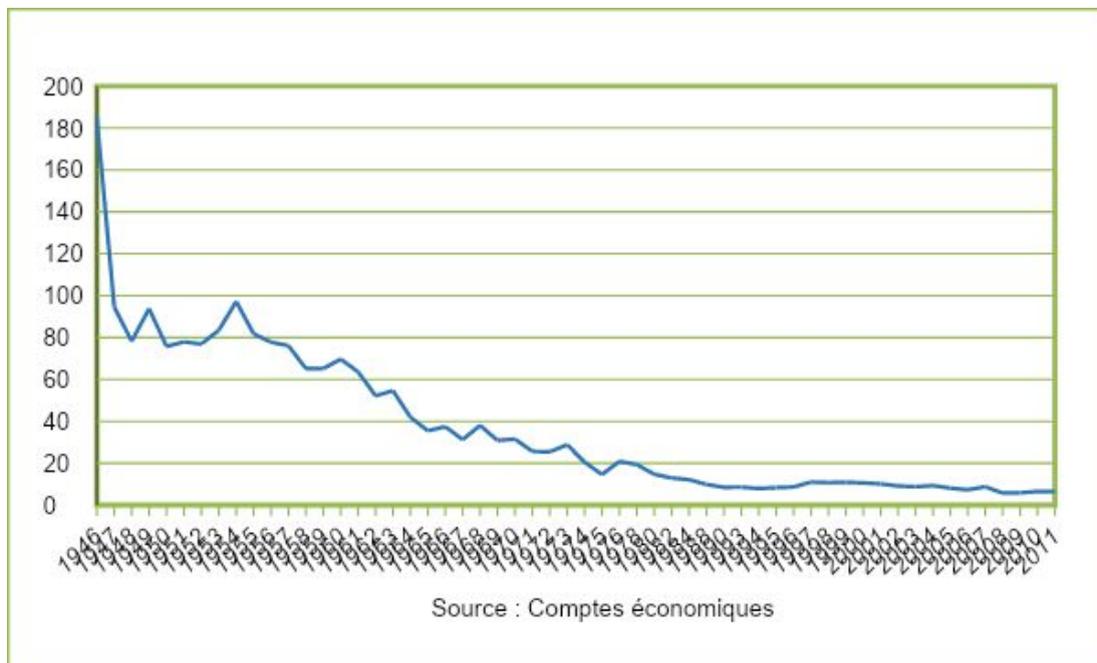
L'importation d'un système fondé sur la consommation de masse dans une petite île conduit nécessairement à une explosion de la facture commerciale. Entre 1970 et 2010, les importations ont bondi de 137 à 4 265 millions d'euros par an, soit près de la moitié du PIB de La Réunion contre 13% en moyenne pour les autres petites économies insulaires. Le soutien aux exportations a permis de les multiplier par 12 en valeur, rythme insuffisant pour couvrir l'explosion des importations :

Figure 12. Evolution des importations et des exportations (en millions d'euros)



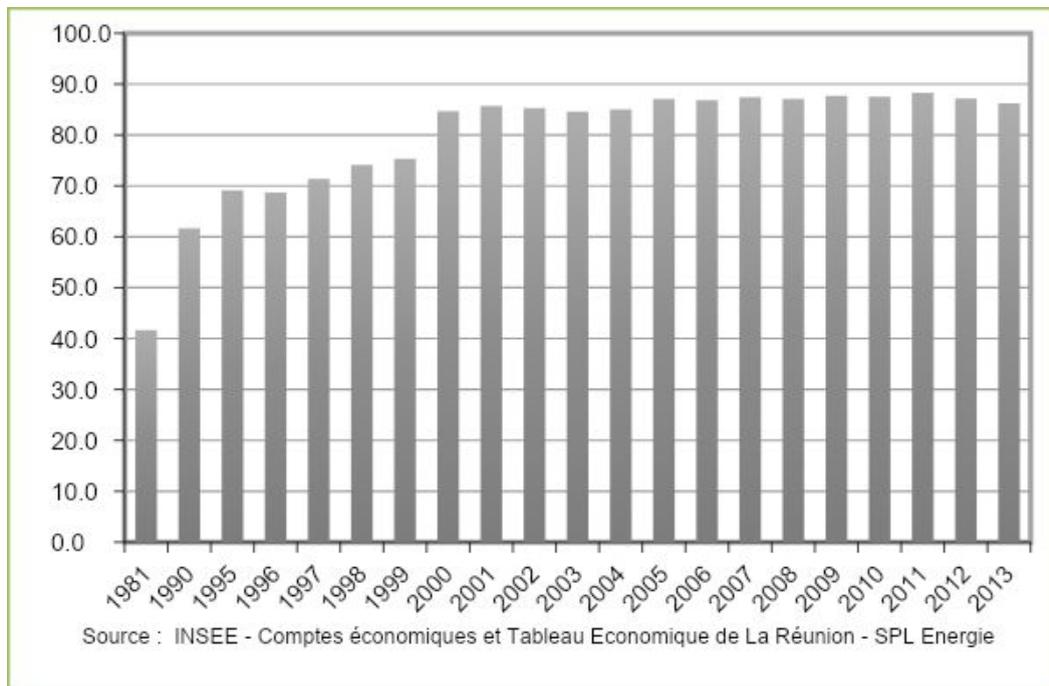
La Réunion est donc passée d'une balance commerciale nécessaire équilibrée dans le cadre colonial à un déficit structurel croissant. Le taux de couverture régresse logiquement de 98% en 1954 à 6,54% en 2010.

Figure 13. Taux de couverture des échanges

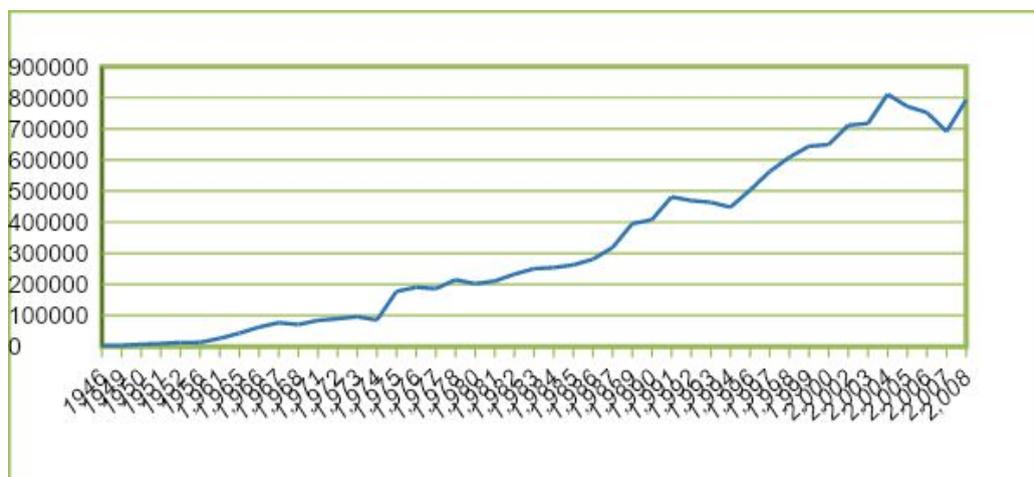


L'une des principales causes de la dégradation de la balance commerciale réside dans l'aggravation de la dépendance énergétique de La Réunion ; conséquence directe de l'importation d'un système fordiste fondé sur la consommation d'énergies fossiles dans une petite île dépourvue d'hydrocarbures :

*Figure 14. Taux de dépendance énergétique*



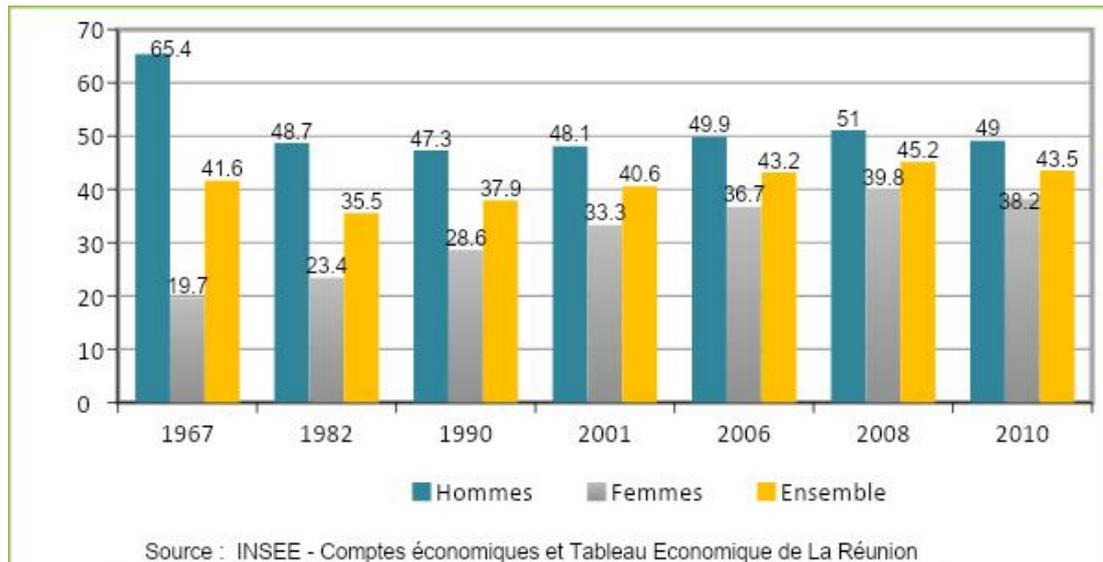
*Figure 15. Importations d'hydrocarbures (en tonnes)*



Dans une situation de forte croissance démographique, le manque de relais de croissance se traduit par une explosion du chômage. Paradoxalement, la départementalisation qui entendait sortir la population du sous-emploi, la rendre apte au travail et lui permettre de s'élever au-delà de

sa condition, aggrave le sous-emploi : il faut attendre 2006 pour retrouver des taux d'emploi équivalents à 1967.

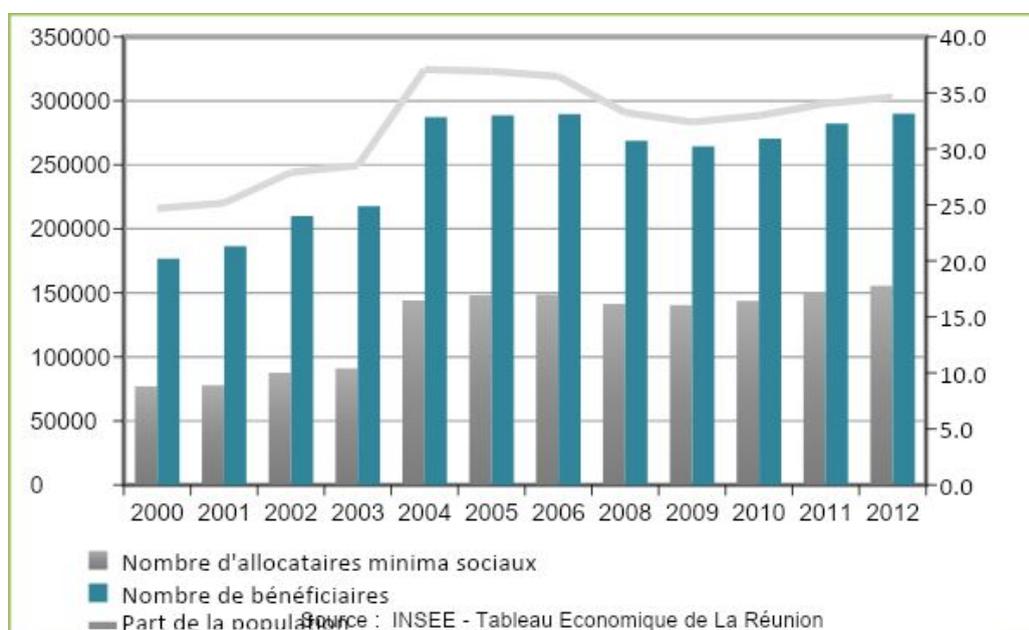
Figure 16. Taux d'emploi par genre



Comme dans la plupart des économies, le chômage frappe plus durement encore les femmes, les jeunes et les salariés les plus âgés. Les femmes sont particulièrement touchées : si leur taux d'activité progresse de 31,7% en 1974 à 44,9% en 2005, leur taux d'emploi demeure faible de 21,4% en 1967 à 32,60% en 2005. Le taux d'emploi masculin a quant à lui chuté de 68,9% en 1967 à 48,5% en 2005.

En considérant les minimas sociaux dans leur globalité, on assiste à un doublement du nombre d'allocataires et à une progression de la part de la population concernée de 22,6 à 34,6% des Réunionnais.

Figure 17. Bénéficiaires des minimas sociaux



La dépendance de la population aux transferts sociaux transparait dans la structure des revenus des ménages. Ces transferts en espèce représentent 38,16% du revenu disponible brut des ménages, qui contrairement à la métropole, excède le revenu primaire. En retenant le revenu médian métropolitain de 911 euros, c'est plus de 49% de la population réunionnaise qui vit aujourd'hui en dessous du seuil de pauvreté contre 13% en métropole.

#### 4) Un modèle vulnérable :

La vulnérabilité découle à la fois de cette situation de dépendance et de l'exposition à de nombreux risques.

Le premier réflexe est de considérer les nombreux risques naturels qui nous affectent : un relief accidenté restreignant l'espace utilisable (1000 km<sup>2</sup>), une géologie parfois instable, une exposition massive aux phénomènes érosifs et aux aléas météorologiques (sécheresses, précipitations, cyclones, houle) dont la violence est amenée à s'accroître dans un proche avenir sous l'effet du réchauffement climatique global. Placée au cœur de la zone intertropicale, La Réunion est également confrontée à des risques sanitaires (maladies émergentes, telles que la Dengue et le Chikungunya) et biologiques (tels que les attaques de requin) qui peuvent affecter gravement la population et l'économie, en particulier touristique.

S'ajoutent enfin les risques écologiques induits par l'importation, sur un petit territoire fragile, d'un système fondé sur la croissance infinie de la population et de la consommation. Le

décalage entre l’empreinte écologique du métabolisme économique et la capacité de charge des milieux menace alors directement ces derniers, par des prélèvements et des rejets dont les rythmes et l’intensité excèdent leurs capacités de production, de traitement et de régénération. Phénomène exacerbé par l’introduction dans les cycles écologiques de substances actives de synthèses, inassimilables. Ces pressions sont accrues par la systématisation de l’économie marchande, qui exige une maximisation des flux de valeur au détriment de la reconstitution des stocks des écosystèmes<sup>1</sup> Ecosystèmes particulièrement fragiles en milieu insulaire, en raison d’une diversité spécifique et génétique limitées, de la fragmentation des habitats et d’un endémisme marqué. Pour François Doumenge, « *Plus une île comporte de formes de vie endémique, plus l’insertion humaine provoque des déséquilibres* », et, en vertu des contraintes, « *à la différence du milieu continental, une île ne peut supporter un accroissement constant et rapide des populations humaines* »<sup>2</sup>. Les conséquences de ce décalage sont singulièrement vives et visibles dans le cycle de l’eau : réduction des précipitations, diminution du niveau et des eaux de surface et des nappes phréatiques, menaces d’intrusions insulaires dans les aquifères, augmentation des contaminations organiques et chimiques. La suppression du couvert végétal imperméabilise les sols, aggravant ainsi les phénomènes de ruissellement qui combinés aux rejets, fragilisent les récifs coralliens et la structure des littoraux, renforçant ainsi l’exposition à la houle et aux potentiels tsunamis. Cette vulnérabilité écologique fait l’objet d’une reconnaissance internationale : le point 5 du Programme d’Action de la Barbade rappelant que « du fait des dimensions réduites des petites économies insulaires en développement, développement et environnement sont étroitement liés et interdépendants », et un « développement mal conçu » peut générer des « effets catastrophiques » allant jusqu’à compromettre l’habitabilité des îles.

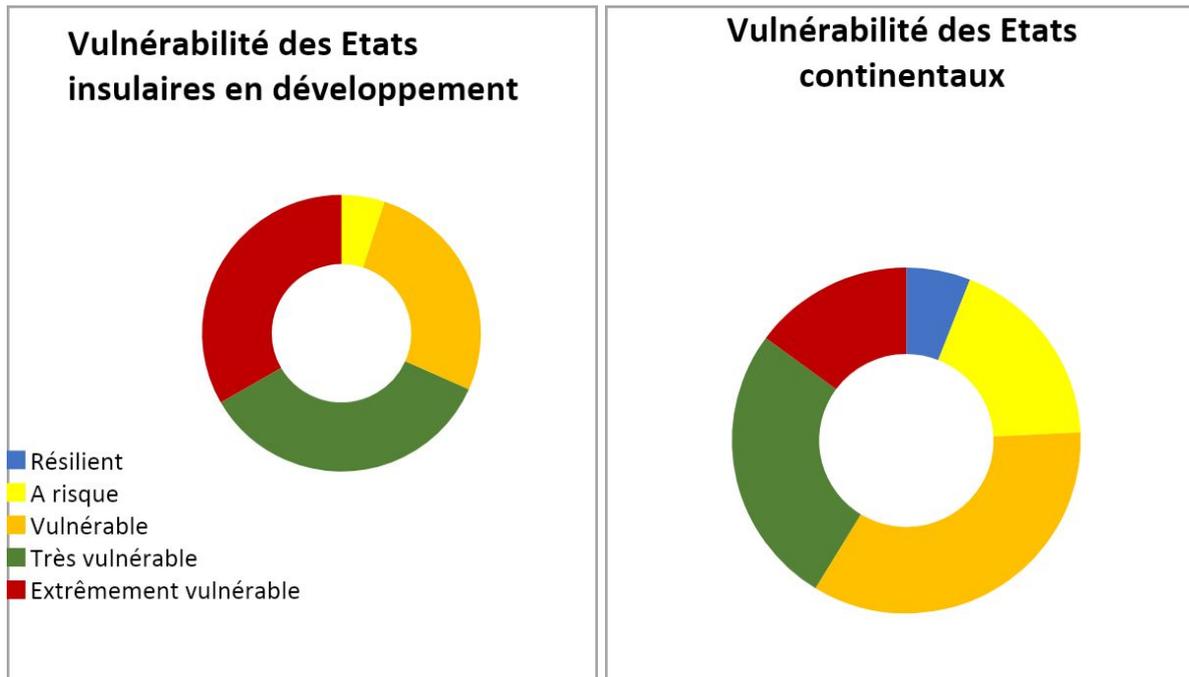
---

<sup>1</sup> René PASSET. *L’Economie et le Vivant*.

<sup>2</sup> François Doumenge. Quelques contraintes du milieu insulaire In Jean-Pierre DOUMENGE et al (dir.). *Iles tropicales : insularité, insularisme*. pp. 11 et 13.

Un indicateur, l'Environmental Vulnerability Index<sup>3</sup>, publié par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement démontre ainsi la surexposition des petits territoires insulaires aux risques et aux dégradations.

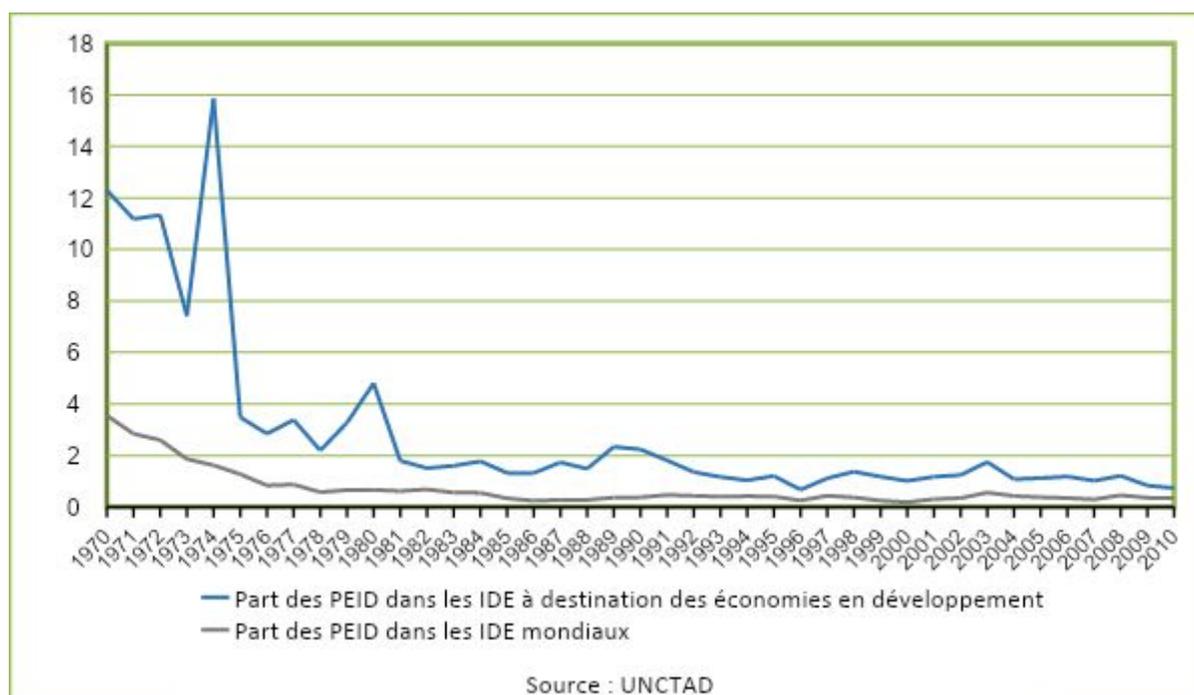
Figure 18. Répartition des Etats selon leur vulnérabilité écologique



Au-delà des risques naturels, La Réunion, comme toute petite économie ouverte est exposées aux effets de chocs et de bouleversements globaux qui échappent à son contrôle (variation de la géopolitique internationale, globalisation, modification des routes économiques et des prix des matières premières fondamentales,...). Sa faible dimension physique et humaine constitue un obstacle dans un monde marqué par une concentration croissante des ressources et des talents dans quelques pôles de prospérité. En raison des externalités positives induites par la proximité et les interactions, cette concentration renforce la compétitivité des territoires et leur attractivité, aboutissant ainsi à une polarisation accrue au détriment des espaces marginaux.

<sup>3</sup> SOUTH PACIFIC APPLIED GEOSCIENCE COMMISSION (SOPAC) et UNITED NATIONS ENVIRONMENT PROGRAMME. *Building resilience in SIDS. The environmental Vulnerability Index*

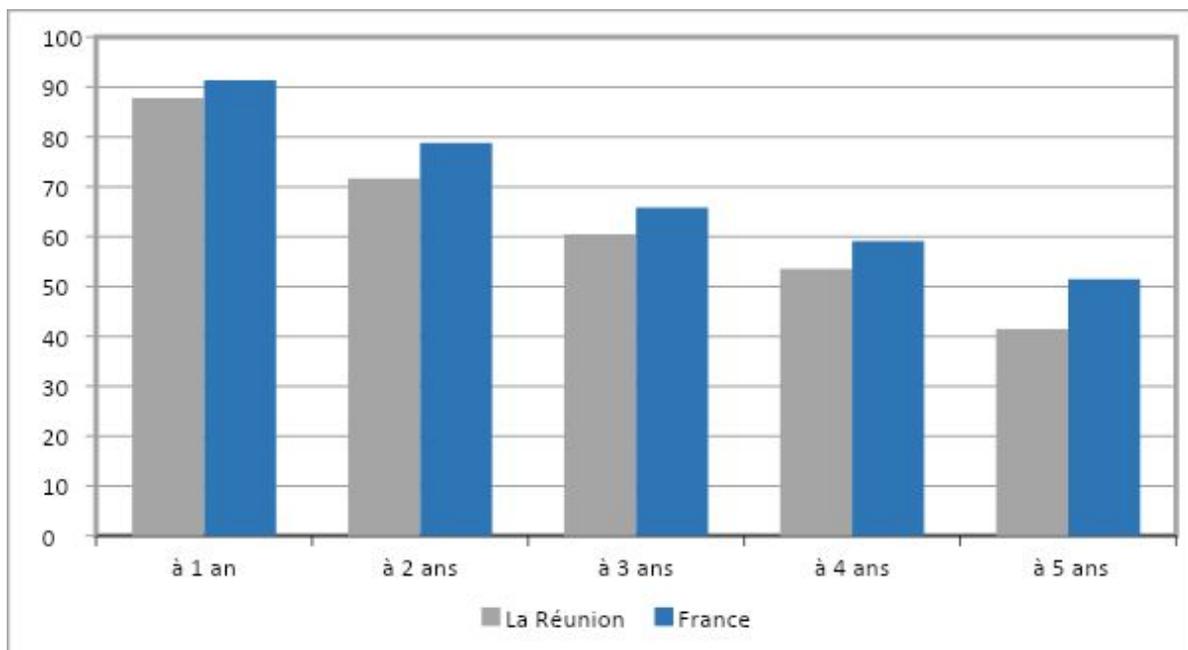
Figure 19. Evolution de la part des Petits Etats insulaires dans les flux d'IDE mondiaux (en %)



La petite taille et l'éloignement ne permettent pas de réaliser des économies d'échelle, et ce d'autant plus que notre île ne dispose pas de matières premières en dehors de son potentiel agricole valorisé et de son espace maritime à valoriser. En conséquence, La Réunion peine à s'engager dans l'export et doit parallèlement faire face à la conquête de son marché par des productions continentales, nourries par des économies d'échelle suffisantes pour absorber les coûts de transport. Située dans l'espace indo-océanique, mais politiquement dépendante de la France et de l'Union Européenne, notre île est exposée à des évolutions institutionnelles dont elle n'a pas la maîtrise : modification des accords commerciaux (Accords de Partenariats Economiques ; négociations de l'Organisation Mondiale du Commerce ; mise en œuvre d'unions douanières régionales dont La Réunion est exclue, etc.). Dans cette situation, une alternative périlleuse se dessine. Si l'île se replie sur elle-même, ses ressources et son marché, elle semble condamnée à accepter un régime de faible croissance, alors même que les besoins sociaux y sont colossaux. Inversement, en privilégiant une production destinée à l'export pour développer ses capacités, l'île s'expose à des mouvements qui la dépassent.

Cette vulnérabilité économique est confirmée par les études internationales conduites par le Secrétariat du Commonwealth et de la Banque Mondiale. En 2000, 26 des 28 économies les plus vulnérables de la planète se caractérisaient par leur insularité ; alors qu'aucune économie insulaire ne parvenait à se hisser dans la catégorie des économies résilientes<sup>4</sup>. Ces enjeux macroéconomiques se reflètent aussi dans le tissu productif. Au 31 décembre 2011, les 71 234 établissements actifs dans l'île employaient moins de 10 salariés pour 94,6% d'entre eux. Seuls 281 établissements dépassaient 100 emplois. Conséquence de la petite taille et la faiblesse des fonds propres, le taux de survie à 5 ans accuse un retard de 10 points face à la moyenne nationale.

*Figure 20. Taux de survie des entreprises*



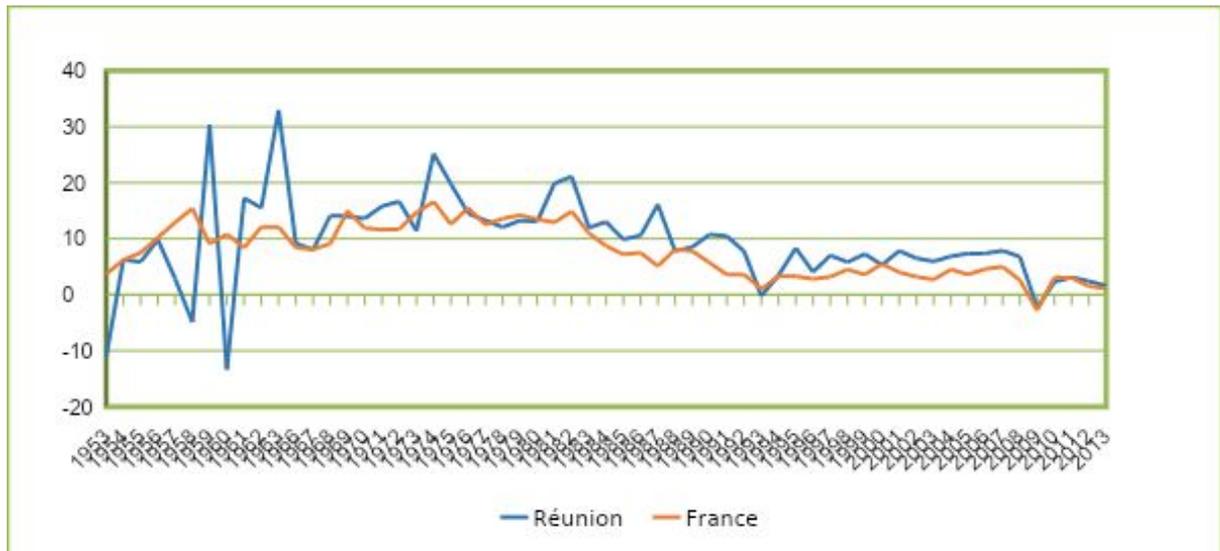
De par sa double dépendance économique et écologique, La Réunion est aujourd'hui confrontée à une interrogation majeure sur la soutenabilité de son modèle de développement. Trois mouvements de fonds menacent en effet les ressorts de son expansion.

En premier lieu, la prégnance de la crise européenne et la systématisation de politiques d'austérité procycliques qui devraient rapidement peser sur les volumes de transferts. Or la dépendance, lorsqu'elle prend la forme d'un cercle vicieux de dépendance-assistance, expose

<sup>4</sup>The Commonwealth Secretariat / World Bank Joint Task Force on SMALL States. *Small states : meeting challenges in the global economy*. Avril 2000. p.20

l'économie à toute variation de la générosité du donateur. Un ralentissement même faible de la solidarité nationale ou une remise en cause de certaines mesures ou politiques fiscales impliquent des ajustements douloureux dans l'économie et la société réunionnaise.

*Figure 21. Taux de croissance comparé du PIB*

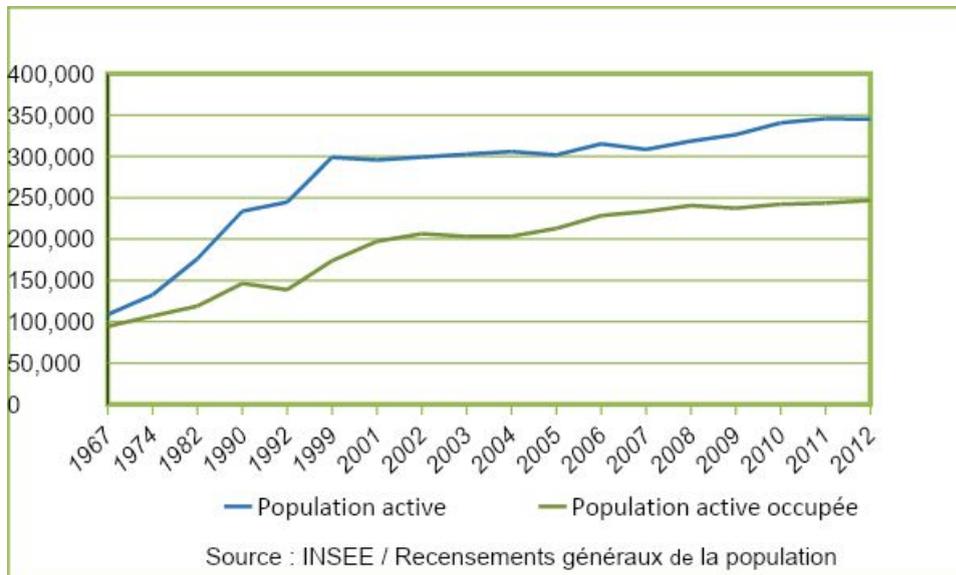


Deuxièmement, la raréfaction annoncée des flux énergétiques et matériels échangés mondialement sous le double effet de l'épuisement des milieux et de la croissance démographique mondiale.

Enfin, l'achèvement d'un agenda de libéralisation des échanges de biens et de services, antagoniste avec le fonctionnement protectionniste d'une économie réunionnaise tirée par la consommation intérieure et l'import-substitution. Cette stratégie d'import-substitution qui a soutenu une grande part du développement industriel et commercial durant les vingt dernières années a d'ailleurs atteint aujourd'hui ses limites : le marché intérieur, même à un million d'habitants, sera saturé rapidement.

Toutes ces évolutions s'opèrent sur une île déjà confrontée aux contraintes héritées de son histoire : illettrisme encore marqué, croissance exceptionnelle et continue de la population active qui nécessiterait un taux de croissance digne d'un pays émergent pour satisfaire la demande d'emplois et limiter la dépendance.

Figure 22. Evolution de la population active



La Réunion souffre également d'une attitude timide face au risque et de l'absence d'outils de couverture face aux risques à venir. La présence de mécanismes de transferts financiers publics expose l'économie à des comportements sous-optimaux. Autant de contraintes qui ont pour inconvénient de fragiliser sa capacité à faire aux expositions d'un monde qui se transforme avec une célérité plus grande.

Téléchargez le document de présentation de la Stratégie de Spécialisation Intelligente de La Réunion [ici](#) :

[http://www.innovonslareunion.com/fileadmin/user\\_upload//innovons/S3/2016-07\\_Nexa-Innovons-Brochure\\_190x265\\_FR\\_04.pdf](http://www.innovonslareunion.com/fileadmin/user_upload//innovons/S3/2016-07_Nexa-Innovons-Brochure_190x265_FR_04.pdf)